

AMNESTY INTERNATIONAL COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : MDE 13/022/2007 (Public)

Bulletin n° : 044

ÉFAI

5 mars 2007

Iran. L'arrestation de plusieurs femmes pourrait être une tentative pour empêcher les appels en faveur de l'égalité à l'occasion de la Journée internationale des femmes

Amnesty International appelle ce lundi 5 mars à la remise en liberté immédiate et sans condition de plus d'une trentaine de femmes arrêtées dimanche 4 mars, lors d'une manifestation pacifique à Téhéran. Selon l'organisation, ces arrestations pourraient avoir eu pour objectif de décourager d'autres militantes d'organiser des actions pour marquer la Journée internationale des femmes le 8 mars.

Les femmes ont été arrêtées près du Tribunal révolutionnaire de Téhéran, devant lequel elles s'étaient rassemblées pour protester contre le procès de cinq d'entre elles, inculpées pour avoir participé le 12 juin 2006 à une manifestation exigeant que les mêmes droits soient accordés aux hommes et aux femmes en droit iranien. La manifestation de juin avait été violemment dispersée par les forces de sécurité, qui avaient arrêté environ 70 personnes.

« Plutôt que d'arrêter des manifestantes pacifiques, les autorités iraniennes devraient étudier sérieusement les revendications d'égalité devant la loi faites par les femmes et traiter le problème de la discrimination à l'égard des femmes chaque fois qu'il se présente en droit iranien, » a déclaré Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International. Nous craignons que les femmes arrêtées hier ne soient pas remises en liberté avant le 8 mars, journée au cours de laquelle elles prévoyaient de faire campagne pour leur droit à l'égalité internationalement reconnu. »

Parmi les personnes arrêtées dimanche 4 mars se trouvent au moins quatre des cinq femmes dont le procès est en cours. Elles ont été emmenées dans les locaux de la direction de la lutte contre la corruption sociale de Vozara, un centre de détention habituellement utilisé pour les personnes accusées d'infractions mineures, telles que le non-respect du code vestimentaire. Des membres des familles des militantes arrêtées ont déclaré s'être rendus au bâtiment Vozara pour essayer de les voir et obtenir leur libération, sans succès. Selon certaines informations, toutes les femmes ont été transférées à la section 209 de la prison d'Évin qui dépend du ministère du Renseignement et échappe au contrôle du service des prisons iranien.

Complément d'information

Parmi les militantes arrêtées lors de la manifestation du 12 juin 2006 figurent Fariba Davoodi Mohajer, Shahla Entesari, Noushin Ahmadi Khorassani, Parvin Ardalan et Sussan Tahmasebi. Toutes avaient été citées à comparaître devant la branche n° 6 du Tribunal révolutionnaire de Téhéran, pour « *propagande contre le système* », « *action contraire à la sécurité nationale* » et « *participation à une manifestation illégale* ».

D'autres ont également été inculpées en lien avec la manifestation du 12 juin, mais n'ont pas encore été citées à comparaître. Zhila Bani Yaqoub, journaliste, qui fait partie des personnes arrêtées le 4 mars, avait été jugée et acquittée en janvier 2007 ; elle était inculpée de participation à une manifestation illégale en lien avec la manifestation du 12 juin.

En août 2006, les militantes des droits des femmes en Iran ont lancé une *Campagne pour l'égalité*, visant à collecter les signatures d'un million d'Iraniens favorables à des modifications de la loi et à la fin de la discrimination légalisée contre les femmes. Les autorités iraniennes ont filtré l'accès au site web de la campagne à plusieurs reprises ces dernières semaines, rendant difficile aux internautes iraniens l'obtention d'informations relatives à cette campagne. Amnesty International soutient la campagne et publiera avec Shirin Ebadi, lauréate du Prix Nobel de la Paix en 2003, avocate et militante active des droits humains, une déclaration conjointe appelant à des droits égaux pour les femmes en Iran à l'occasion de la Journée internationale des femmes.

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566
Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>